

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

**Brèves**  
L'EUROPE, L'"ÉPICENTRE" DE LA PANDÉMIE DU CORONAVIRUS

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a affirmé hier que l'Europe était désormais l'"épïcêtre" de la pandémie provoquée par le nouveau coronavirus, avertissant qu'il était "impossible" de savoir quand aurait lieu le pic au niveau mondial. "L'Europe est actuellement l'épïcêtre de la pandémie du Covid-19", a déclaré le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, au cours d'une conférence de presse à Genève.

**SYRIE : ACCORD RUSSO-TURC POUR DES PATROUILLES CONJOINTES À IDLEB**

La Turquie et la Russie ont conclu vendredi un accord pour coordonner des patrouilles conjointes dans la province d'Idleb, dans le Nord-Ouest de la Syrie, où un fragile cessez-le-feu a mis fin à des semaines de violences.

À l'issue de quatre jours de discussions entre militaires russes et turcs à Ankara, le ministre turc de la Défense Hulusi Akar a annoncé que les deux parties avaient signé un document confirmant que des patrouilles débuteraient dimanche sur une autoroute stratégique de la province d'Idleb, la M4.

**MEURTRES DES EXPERTS DE L'ONU EN RDC: HRW APPELLE À FAIRE TOUTE LA LUMIÈRE**

Trois ans après le meurtre de deux experts des Nations unies dans le centre de la République démocratique du Congo, un leadership plus fort est nécessaire pour faire toute la lumière, a estimé vendredi Human Rights Watch (HRW) dans un communiqué. L'Américain Michael Sharp et la Suédoise d'origine chilienne Zaida Catalan ainsi que leurs quatre accompagnateurs congolais avaient été tués le 12 mars 2017 dans la province du Kasai-central (centre).

## Guinée-Conakry : aux urnes le 22 mars prochain

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

Le numéro un guinéen, Alpha Condé, a fixé hier au 22 mars la tenue d'un référendum constitutionnel controversé couplé à des législatives malgré l'annonce d'un premier cas de nouveau coronavirus dans ce pays en proie depuis des mois à des manifestations de masse.

"Le corps électoral est convoqué le dimanche 22 mars 2020 pour les scrutins législatifs et référendaire", indique un décret présidentiel lu sur les médias publics.

Le pouvoir avait reporté au dernier moment ces consultations, initialement prévues le 1er mars, dans un contexte de fortes tensions, de vive contestation de la part de l'opposition et de critiques émanant de la communauté internationale. Le président Condé avait annoncé un "report léger" de deux semaines, qui devrait donc être finalement de trois.

L'opposition, dénonçant spécifiquement un fichier électoral truqué et disproportionné par rapport à la population du pays, avait décidé de boycotter les scrutins du 1er mars.

Le délai pour organiser ces consultations est très court, des experts ouest-africains ayant recommandé comme préalable de retirer près de 2,5 millions d'électeurs inscrits sans "aucune pièce justificative".

La campagne électorale se déroulera jusqu'au 20 mars, a précisé l'entourage du président, alors que le gouverneur de Conakry a interdit vendredi les rassemblements de plus de 100 personnes après la confirmation d'un premier cas de coronavirus dans le pays, sur une ressortissante belge travaillant pour la délégation de l'UE.

"La décision prise est qu'il faut éviter les rassemblements, que plus de 100 personnes ne se retrouvent plus ensemble jusqu'à nouvel ordre", a déclaré le gouverneur, le général Mathurin Bangoura, à l'issue d'une réunion avec les maires, chefs de quartiers et responsables des services de santé de la capitale.



Photo: AFP

**Le président Alpha Condé a fixé la date du référendum**

Depuis mi-octobre, un collectif a fait descendre dans les rues des dizaines, voire des centaines de milliers de Guinéens le projet prêté au président Condé de briguer un troisième mandat à la tête de l'un des pays les plus pauvres au monde.

Cette vague de protestations, durement réprimée à plusieurs reprises, a coûté la vie à au moins 31 civils et un gendarme. L'organisation du référendum sur une nouvelle Constitution et son couplage avec les élections législatives, reportées à plusieurs

reprises, a pour but de servir à M. Condé de mener à bien son projet, accuse l'opposition. Il ne reste plus qu'à attendre le 22 mars 2020 pour savoir si tout va se dérouler comme le veut le pouvoir guinéen. Autrement dit, dans le calme et la sérénité.

## L'ombre du président Ouattara



Photo: AFP/L'Union

**Le président Ouattara saura-t-il convaincre son homologue ?**

J.O (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

Comme l'ont fait constater plusieurs observateurs, la décision du président ivoirien Alassane Ouattara de ne plus se représenter pour un troisième mandat présidentiel en Côte d'Ivoire, en novembre prochain, aura beaucoup d'im-

act en Guinée-Conakry voisin. En effet, tous les opposants et certains analystes de la scène politique de ce pays d'Afrique de l'Ouest craignent que le président Alpha Condé ne veuille se représenter pour un troisième mandat présidentiel après le référendum constitutionnel dont il a fixé la date au 22 mars prochain. Toutefois, tout en prévoyant un

boycott de ce scrutin par une bonne majorité des Guinéens à l'appel de la coalition de l'opposition dirigée par l'opposant Cellou Dalein Diallo, d'aucuns estiment que la décision du président Alpha Condé de se représenter ne serait pas encore prise. Tant au-delà de la rue guinéenne, la pression viendrait également des pays voisins membres de la Cédéao et surtout de la communauté internationale. Lesquels ne voient pas d'un bon œil que celui qui a été pendant près de cinquante ans opposant aux différents régimes dictatoriaux succédant à la tête de son pays, foule au pied les valeurs de démocratie qu'il a longtemps défendues. Dans cette optique, les chefs d'Etat de la Cédéao, Alassane Ouattara en tête, devraient peser sur les ambitions présidentielles de leur homologue guinéen. Tout devra donc dépendre de la capacité de ces dirigeants à convaincre celui qui, à 81 ans, est un des doyens en âge des présidents du continent noir.